

térisent notamment par une stratification interne accentuée. Cela est particulièrement vrai dans les pays qui ont adopté une stratégie de développement de type capitaliste, davantage tournée vers l'extérieur. Cette forme de nationalisme rejette généralement le socialisme pour s'attacher plutôt à une plus grande participation de la nouvelle élite locale aux activités des sociétés. La transformation axée sur le capital, la croissance des secteurs tertiaires, l'accès aux eurocrédits et l'essor des opérations agro-industrielles sont les signes d'une telle orientation.

Jusqu'à présent, les États sous-impériaux ou «intermédiaires» ont en grande partie limité leur influence régionale aux questions économiques et ce, dans le cadre de l'ordre mondial essentiellement «occidental». A l'avenir toutefois, il se pourrait que leur influence s'étende aux sphères idéologiques et militaires (par exemple, un groupement d'États socialistes en Afrique centrale ou la suprématie militaire du Nigéria en Afrique de l'Ouest) et que se forme un sous-impérialisme à l'intérieur du camp socialiste lui-même (mentionnons comme candidats éventuels l'Algérie ou l'Angola) en dépit des dilemmes devant lesquels l'Union soviétique est placée en Afrique du Nord-Est.

Quoi qu'il en soit, l'accentuation des inégalités externes et internes en Afrique aura de sérieuses répercussions sur l'avenir du continent. Ces inégalités rendront moins probable l'adoption d'une politique étrangère commune ou d'une idéologie propre au continent. Elles retarderont les perspectives d'unité sur les plans régional ou continental et rendront en outre assez problématique la réalisation de l'auto-assistance collective et de l'autonomie, avec toutes les incidences sérieuses que cela suppose pour les populations de l'Afrique. Comme l'a fait dernièrement remarquer Mwalimu Nyerere de la Tanzanie de façon quelque peu euphémique, «l'ordre économique qui régit actuellement la production, le développement et les échanges internationaux ne garantit pas

dans la pratique la satisfaction des besoins essentiels de toutes les populations du globe.»

A moins que des changements internes ne réduisent la stratification nationale ou que des changements externes n'entraînent l'instauration d'un nouvel ordre (économique) international, les perspectives africaines de paix et de développement resteront peu encourageantes. La résurgence des coalitions tacites et idéologiques, l'apparition d'un sous-impérialisme pour les questions d'ordre économique et éventuellement militaire, ainsi que la variété de stratégies de développement compliquent la recherche de l'unité et du développement. Faute d'intégration et de justice sociale, les conflits internationaux et nationaux se perpétueront probablement.

La division de l'Afrique en États du Tiers et du Quart mondes et l'âpreté de la *realpolitik* de la fin des années 70 ont démythifié encore davantage le panafricanisme. La «décolonisation» et les récents changements qu'a connus l'économie mondiale ont produit un effet ambivalent sur le continent, engendrant des inégalités et des conflits encore plus grands. La réalisation d'une *Pax Africana* caractérisée par le développement et l'unité semble aussi lointaine que jamais, en dépit des bonnes intentions et des rêves grandioses.

En conclusion, notons la circonspection avec laquelle M. Adedeji de la CEA parle de l'avenir assez peu prometteur réservé à l'ensemble du continent: «L'Afrique ne peut se permettre, dans les 10 ou 20 prochaines années à venir, de poursuivre le rythme de développement des 15 dernières années environ. Si elle le fait, l'Afrique sera beaucoup plus pauvre que maintenant par rapport au reste du monde.» Selon M. Adedeji toujours, à moins qu'il n'y ait modification des stratégies et des structures économiques, la CEA prévoit des écarts encore plus marqués entre les revenus et les niveaux de développement des pays. Les perspectives sont évidentes et, naturellement, assez sombres.»